

Unité départementale de la Côte-d'Or
21 Bld Voltaire
CS 27912
21035 DIJON

DIJON, le 16 novembre 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/10/2022

Contexte et constats

Publié sur 

SARPI MINERAL FRANCE (ISDND)

Ecopôle des grands moulins
21270 DRAMBON

Code AIOT : 0005401112

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/10/2022 dans l'établissement SARPI MINERAL FRANCE (ISDND) implanté Ecopôle des grands moulins 21270 DRAMBON. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection s'inscrit dans le cadre de l'action nationale 2022 concernant les conditions d'élimination en ISDND. Cette visite aura été l'occasion de sensibiliser l'exploitant aux dispositions réglementaires des articles R.541-48-3 et 4 du Code de l'Environnement.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SARPI MINERAL FRANCE (ISDND)
- Ecopôle des grands moulins 21270 DRAMBON
- Code AIOT : 0005401112
- Régime : Autorisation
- Ied : Oui

La société SARPI exploite sur le site plusieurs installations classées dont en particulier une ISDND et une ISDD sur l'ecopôle de la commune de Drambon.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Déchets
- AN 2022

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - x le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - x les observations éventuelles ;
 - x le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - x le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
7	Contrôle vidéo	Code de l'environnement du 30/03/2021, article D. 541-48-1	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Conditions de l'élimination – Caractérisation	Code de l'environnement du 19/09/2021, article R. 541-48-3	/	Sans objet
2	Conditions de l'élimination – Caractérisation	Code de l'environnement du 19/09/2021, article R. 541-48-3	/	Sans objet
3	Conditions de l'élimination – Justificatifs	Code de l'environnement du 01/01/2022, article R. 541-48-4	/	Sans objet
4	Registre déchets	Arrêté Ministériel du 29/02/2012	/	Sans objet
5	Déclaration annuelle des émissions polluantes	Arrêté Ministériel du 31/08/2008, article Article 4	/	Sans objet
6	Contenu de la caractérisation de base	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article Annexe III	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La vidéo surveillance est partiellement effective le jour de l'inspection et les obligations des articles R541-48-3 et 4 ne sont pas mises en oeuvre.

Sur ce dernier point une période de tolérance est admise car il s'agit de nouveautés réglementaires qui concernent également les producteurs de déchets. L'exploitant travaille à sensibiliser les clients de l'ISDND pour répondre aux exigences à compter du 01/01/2023.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Conditions de l'élimination – Caractérisation

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 19/09/2021, article R. 541-48-3
Thème(s) : Actions nationales 2022, Conditions de l'élimination
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : IV.-L'exploitant de l'installation de stockage de déchets non dangereux met en place une procédure de contrôle des déchets entrants. Cette procédure comporte notamment : 1° Un rapport annuel de caractérisation des déchets apportés dans l'installation dont la réalisation incombe au producteur des déchets ou à défaut leur détenteur. Cette tâche peut être confiée à l'exploitant de l'installation ou à un laboratoire s'ils disposent des compétences techniques requises. L'arrêté mentionné ci-après peut prévoir une fréquence de rapport de caractérisation différente, si les caractéristiques des déchets concernés le justifient ; [...]
Constats : De manière générale, l'exploitant ne dispose pas des rapports de caractérisation matière permettant de s'assurer que les déchargements puissent être acceptés sur l'installation du fait du respect des seuils de l'article R.541-48-3. L'exploitant indique que : <ul style="list-style-type: none">• à ce jour, aucun producteur n'a remis ce document ;• ce rapport sera demandé au producteur de déchet au moment du renouvellement des documents demandés conformément à la procédure d'admission du site, à savoir la fiche d'information préalable ou certificat d'acceptation préalable du déchet ;• si le producteur ne remet pas le rapport le déchet fera l'objet d'un refus ;• le premier rapport est attendu d'ici la fin de l'année 2022 pour un producteur de déchet type Résidus de Broyat Automobile (RBA). Cette situation s'explique par : <ul style="list-style-type: none">• d'une part, une méconnaissance de la réglementation de la part des producteurs. D'ailleurs certains demandent à l'exutoire d'établir ce type de document et attendent de ce fait des directives de la part de l'exploitant ;• d'autre part, la difficulté à trouver des prestataires capables de faire une caractérisation matière ;• une autre raison concerne le fait que la plupart des déchets admis sur site sont des refus de tri en grande majorité, suivi en proportion des RBA et enfin d'OMR en faible proportion (~2000 tonnes). Les refus de tri ne sont pas soumis à l'obligation de l'article R.541-48-3., Les OMR seront soumis à cette obligation en 2025 : seuls les producteurs de RBA sont redevables de la remise d'un tel document. L'exploitant est globalement en attente des éléments suivants : <ul style="list-style-type: none">• la sortie de l'AM réglementant l'activité des centres de tri car, de manière générale, ces installations détentrices de déchets représentent les principaux flux envoyés en ISDND ;• un modèle de rapport de caractérisation établi par un prestataire. Il est constaté que l'exploitant a globalement connaissance : <ul style="list-style-type: none">• des obligations réglementaires induites par la loi AGECE. Il est précisé, au cours de la visite, que l'article R.541-48-3 ne s'appliquant aux producteurs pris en charge par le service public de gestion des déchets qu'à partir de 2025, ces derniers ne seront redevables du rapport

<p>de caractérisation qu'à compter de cette échéance. D'autre part il est précisé en inspection que les encombrants doivent effectivement faire l'objet d'une caractérisation matière ;</p> <ul style="list-style-type: none"> de l'existence de modèles de documents justifiant la mise en place du tri à la source de certains flux de déchet par le producteur. En revanche ce n'est pas le cas du modèle de rapport de caractérisation mis en place par le ministère. Ce modèle est disponible à l'adresse suivante: https://www.ecologie.gouv.fr/conditions-lelimination-des-dechets-non-dangereux
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Conditions de l'élimination – Justificatifs

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2022, article R. 541-48-4
Thème(s) : Actions nationales 2022, Conditions de l'élimination
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I.-Les producteurs des déchets non dangereux qui ne sont pas pris en charge par le service public local de gestion des déchets ne peuvent faire procéder à leur élimination dans des installations de stockage et d'incinération de déchets non dangereux non inertes que s'ils justifient respecter les obligations de tri prescrites par les articles L. 541-21-1, L. 541-21-2, L. 541-21-2-1 et L. 541-21-2-2.</p> <p>A cette fin, est transmise chaque année à l'exploitant de l'installation une attestation sur l'honneur signée par les représentants légaux des producteurs de déchets concernés comprenant :</p> <p>1° La liste de leurs obligations de tri ;</p> <p>2° La description des éléments de nature à démontrer le respect de ces obligations et notamment la liste des collectes séparées mises en place et les consignes de tri associées.</p> <p>L'attestation sur l'honneur du producteur de déchets est transmise, préalablement à la réception de tout déchet pour l'année en cours, par ce producteur ou, lorsque les déchets sont apportés à l'installation par un autre détenteur que celui-ci, par ce dernier.</p> <p>II.-La réception dans les installations mentionnées au I des déchets pris en charge par le service public local de gestion des déchets est subordonnée à la transmission annuelle à l'exploitant par la collectivité compétente en matière de traitement de documents justifiant le respect des obligations de collecte séparée définies à l'article L. 2224-16 du code général des collectivités territoriales par chaque collectivité compétente en matière de collecte.</p> <p>Lorsque l'exploitant est la collectivité compétente en matière de traitement des déchets, celle-ci tient ces documents à la disposition des inspecteurs des installations classées.</p> <p>Ces documents décrivent les consignes de tri à la source et les dispositifs de collecte séparée mis en place pour la collecte des déchets ménagers et assimilés. Cette description concerne tous les déchets concernés, qu'ils soient collectés en porte-à-porte, en point d'apport volontaire ou en déchetterie. Les documents portent sur :</p> <p>1° Les emballages ménagers composés majoritairement de papier, de verre, de métal, ou de plastique,</p> <p>2° Les papiers graphiques ;</p> <p>3° Les déchets encombrants, de façon à justifier la collecte séparée des déchets encombrants composés majoritairement de papier, de verre, de métal, ou de plastique ;</p>

4° Les déchets de construction et de démolition constitués majoritairement de bois, de fraction minérale, de plâtre, de papier, de verre, de métal, ou de plastique ;

5° Les autres déchets composés majoritairement de papier, de verre, de métal, ou de plastique ;

6° A compter du 1er janvier 2025, les déchets dangereux et les déchets textiles.

7° A compter du 1er janvier 2024, ces documents doivent justifier la mise en place d'une collecte séparée des biodéchets ou, pour les zones où n'est pas organisée cette collecte, que les biodéchets sont traités par compostage domestique ou de proximité.

III.-Les I et II ne s'appliquent pas :

1° Aux déchets mentionnés au 1 duodecimes du II de l'article 266 sexies du code des douanes dont, en vertu de l'arrêté prévu par ces dispositions, la valorisation matière est interdite ou l'élimination prescrite ;

2° Aux résidus de tri issus d'installations qui réalisent un tri de déchets, à la condition qu'elles respectent les prescriptions édictées par l'arrêté du ministre chargé des installations classées prévu au premier alinéa de l'article L. 541-24 ;

3° Aux installations de stockage ou d'incinération de déchets non dangereux non inertes exclusivement utilisées aux fins d'élimination des déchets que l'exploitant produit.

Constats : De la même manière que pour le rapport de caractérisation, les documents de justification de la mise en place du tri à la source de certains flux de déchets (précisés ci-dessous en distinguant les producteurs collectés ou non par le service public de gestion des déchets) sont absents.

Les nouveaux modèles de FIPAD incluant ces documents sont présentés par l'exploitant le jour de la visite. Une copie des différents documents est remise à la fin de la visite. Lors de la réitération de la fiche, il a été prévu que, si le producteur ne transmet pas ce document, le chargement sera refusé selon l'exploitant.

La liste des flux devant faire l'objet d'un tri à la source est décrite ci-dessous :

- Services Publics de Gestion des Déchets (SPGD) :

- Les biodéchets ;
- Les déchets composés majoritairement de papier, de verre, de métal, ou de plastique,
- Les déchets encombrants, de façon à justifier la collecte séparée des déchets encombrants composés majoritairement de papier, de verre, de métal, ou de plastique ;
- Les déchets de construction et de démolition constitués majoritairement de bois, de fraction minérale, de plâtre, de papier, de verre, de métal, ou de plastique ;

- Hors SPGD :

- biodéchets (inclut les huiles alimentaires),
- du papier, de métal, de plastique, de verre et de bois,
- des fractions minérales, du plâtre.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Registre déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/02/2012
Thème(s) : Actions nationales 2022, Registres et traçabilité
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de déchets, notamment de tri, établissent et tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets entrants. Le registre des déchets entrants contient au moins, pour chaque flux de déchets entrants, les informations suivantes : <ul style="list-style-type: none">- la date de réception du déchet ;- la nature du déchet entrant (code du déchet au regard de la nomenclature définie à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement) ;- la quantité du déchet entrant ;- le nom et l'adresse de l'installation expéditrice des déchets ;- le nom et l'adresse du ou des transporteurs, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets ;- le cas échéant, le numéro de notification prévu par le règlement susvisé ;- le code du traitement qui va être opéré dans l'installation selon les annexes I et II de la directive susvisée.
Constats : L'analyse du registre appelle les principaux constats listés ci-dessous: - Constat n°1 : les lignes du registre laissent apparaître des tonnages entrants inférieur à 100 Kg. L'exploitant a précisé quels étaient les producteurs de déchet ainsi que les raisons expliquant pourquoi de si faibles tonnages étaient admis sur l'installation plutôt que sur un centre de tri. Selon l'exploitant, en ce qui concerne la Commune de Pontailier et l'Agence Territoriale du Conseil Départemental, les déchets apportés sur l'ISDND de Drambon sont les déchets ramassés par les agents communaux sur les trottoirs ou espaces de loisirs de la commune et par les agents du département en bordure des routes proches de la ville de Pontailier. Ces déchets sont livrés en petits véhicules type fourgon benne directement à la suite de leur ramassage. La réception de ces très faibles quantités de différents déchets non dangereux en mélange constitue un service apporté aux collectivités locales. Concernant MCP Fermetures, Zen et Vert Paysages, deux courriers ont été envoyés respectivement en date des 20/06/2022 et 01/09/2022 afin de rappeler les obligations de la loi AGECE concernant l'obligation d'orienter vers un centre de tri les déchets produits par ces deux producteurs. - Constat n°2: deux arrivées de déchet type « boues de curage » ne présentent aucune information concernant la procédure d'acceptation préalable du déchet. Il s'agit des déchargements associés aux lignes suivantes du registre : n°4016 : déchargement en date du 02/06/2021 ; n°4017 : déchargement en date du 03/06/2021 Selon l'exploitant il s'agit là de boues produites par l'ISDND de Drambon elle-même, suite au curage et nettoyage des bassins BLK2a et BLK2b. Ces boues ont bien fait l'objet d'une procédure d'acceptation préalable, bien que correspondant à un déchet interne du site, avec FIP + échantillon + analyse + CAP. Mais s'agissant d'un déchet interne, ces informations ne sont pas reportées dans le dossier commercial sur le logiciel « Hécate » et n'apparaissent donc pas dans l'extraction issue du logiciel Hécate.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Déclaration annuelle des émissions polluantes

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/08/2008, article Article 4
Thème(s) : Actions nationales 2022, Declaration GEREP
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : «[...]» II.-L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre chargé des installations classées : -les quantités de déchets dangereux générés ou expédiés par l'établissement dès lors que la somme de ces quantités est supérieure 2 t/ an. L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre chargé des installations classées : -les quantités de déchets non dangereux générés par l'établissement dès lors que la somme de ces quantités est supérieure à 2 000 t/ an. Cette déclaration comprend : -la nature du déchet (code du déchet au regard de la nomenclature définie à l'annexe de la décision 2000/532/ CE dans sa version modifiée par la décision 2014/955/ UE susvisée) ; -la quantité par nature du déchet ; -le nom et l'adresse de l'entreprise vers laquelle le déchet est expédié ; -le mode de valorisation ou d'élimination réalisé par la société susmentionnée, selon les codes spécifiques de l'annexe IV. [...]
Constats : Une incohérence est relevée entre les tonnages déclarés sous GEREP et ceux indiqués dans le registre des déchets du site pour le flux de déchet suivant : - Déchets – code déchet 02 01 04 (chenilles d'engin) – traitement codifié R5: ◦ les tonnages associés à ce flux ne sont pas déclarés sur GEREP, ◦ les tonnages associés à ce flux sont en revanche bien indiqués dans le REGISTRE. A titre d'exemple, la ligne n°3462 indique qu'il a été réceptionné une quantité de 0,64 tonnes pour l'arrivage en date du 31/05/2021. Selon l'exploitant il s'agit d'un dysfonctionnement du logiciel interne qui associe à ce type de déchet un code de traitement R5 au lieu d'un code D5 sur le registre. En revanche le code de traitement est le bon sur l'application GEREP.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Contenu de la caractérisation de base

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article Annexe III
Thème(s) : Actions nationales 2022, Contenu de la caractérisation de base
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : 1. Caractérisation de base La caractérisation de base est la première étape de la procédure d'admission ; elle consiste à caractériser globalement le déchet en rassemblant toutes les informations destinées à montrer qu'il remplit les critères correspondant à la mise en décharge pour déchets non dangereux. La caractérisation de base est exigée pour chaque type de déchets. S'il ne s'agit pas d'un déchet produit dans le cadre d'un même processus, chaque lot de déchets devra faire l'objet d'une caractérisation de base. a) Informations à fournir :

- source et origine du déchet ;
- les documents prévus à l'article R. 541-48-4 du code de l'environnement permettant de justifier du respect des obligations de tri du producteur des déchets, pour les déchets concernés par les dispositions de l'article R. 541-48-4 ; ;
- informations concernant le processus de production du déchet (description et caractéristiques des matières premières et des produits) ;
- données concernant la composition du déchet et son comportement à la lixiviation, le cas échéant ;
- apparence du déchet (odeur, couleur, apparence physique) ;
- code du déchet conformément à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;
- au besoin, précautions supplémentaires à prendre au niveau de l'installation de stockage.

b) Essais à réaliser :

Le contenu de la caractérisation, l'ampleur des essais requis en laboratoire et les relations entre la caractérisation de base et la vérification de la conformité dépendent du type de déchets. Il convient cependant de réaliser :

- une caractérisation permettant de justifier que le déchet n'est pas interdit d'acceptation en installation de stockage de déchets conformément à l'article R. 541-48-3 du code de l'environnement. Cette caractérisation n'est pas exigée pour les déchets listés aux 1° à 8° du II de l'article R. 541-48-3 ;
- le test de potentiel polluant basé sur la réalisation d'un essai de lixiviation via un test de lixiviation à réaliser selon les normes en vigueur. L'analyse des concentrations contenues dans le lixiviat porte sur les métaux (As, Ba, Cd, Cr total, Cu, Hg, Mo, Ni, Pb, Sb, Se et Zn), les fluorures, l'indice phénols, le carbone organique total sur éluat ainsi que sur tout autre paramètre reflétant les caractéristiques des déchets en matière de lixiviation. La siccité du déchet brut et sa fraction soluble sont également évaluées.

Les essais réalisés lors de la caractérisation de base doivent toujours inclure les essais prévus à la vérification de la conformité.

Les tests et analyses relatifs à la caractérisation de base peuvent être réalisés par le producteur du déchet, l'exploitant de l'installation de stockage de déchets ou tout laboratoire compétent.

Il est possible de ne pas effectuer les essais correspondant à la caractérisation de base après accord de l'inspection des installations classées dans les cas suivants :

- toutes les informations nécessaires à la caractérisation de base sont déjà connues et dûment justifiées ;
- le déchet fait partie d'un type de déchets pour lequel la réalisation des essais présente d'importantes difficultés ou entraînerait un risque pour la santé des intervenants ou, le cas échéant, pour lequel on ne dispose pas de procédure d'essai ni de critère d'admission.

[...]

Constats : En principe un contrôle approfondi des arrivages mentionnés ci-dessous aurait dû être mené en visionnant les enregistrements liés aux déchargements des camions en provenance de ces clients. Un simple contrôle documentaire est mené du fait d'un dysfonctionnement du système de vidéosurveillance durant le mois de septembre. Ce point est évoqué dans la suite du présent

rapport.

De manière générale, il est constaté que le modèle de FIPAD propre à l'ISDND de Drambon intègre plusieurs rappels des nouvelles exigences réglementaires aux producteurs en ce qui concerne le respect des obligations de tri et la caractérisation du déchet. D'autre part les documents apparaissent conformes aux exigences réglementaires.

Les producteurs, objets d'un contrôle documentaire, sont les suivants:

- Producteur n°1: Dijon Métropole

Il s'agit ici d'une demande ponctuelle de la part de la collectivité de traiter un flux exceptionnel d'OMR. Dans le cadre de l'agrandissement du centre de tri actuel de l'agglomération dijonnaise, afin de répondre à l'obligation réglementaire d'étendre les consignes de tri aux emballages ménagers, des opérations de terrassement sont entreprises sur le terrain de l'ancienne décharge. Ce sont les déchets issus de cette ancienne installation de stockage, découverte à l'issue de ces travaux, qui sont envoyés à l'ISDND de Drambon.

Il est constaté que le nouveau modèle de déclaration permettant d'attester de la mise en place du tri à la source par le regroupement de collectivités est absent. L'exploitant a rempli l'ancien modèle d'attestation. S'agissant d'un flux d'OMR non valorisable au vu de sa provenance, la justification de tri n'apparaît pas nécessaire. Il est néanmoins rappelé qu'un modèle d'attestation sera, à terme, imposé réglementairement conformément au R.541-48-4 du CE. Il convient que le producteur soit au fait de ces évolutions.

- Producteur n°2 : R. LAURENT

Une fiche d'information préalable calquée sur l'ancien modèle est remise. Il s'agit de DAE non valorisables classiques (cartons souillés, poubelles OMR) ne faisant pas l'objet d'une caractérisation chimique du déchet. Par ailleurs la désignation du déchet en "déchet non dangereux non valorisables" ne permet pas d'apprécier le type de déchet (issu des ménages ou bien de l'activité économique), ni d'attester qu'une opération de tri préalable ait été effectuée sur le déchet. Une dénomination plus transparente pourrait être proposée.

L'examen de la FIPAD permet en revanche de s'assurer qu'il s'agit d'une production de DAE après tri à la source (tri des déchets d'atelier et de bureau).

- Producteur n°3: SUEZ RV Centre Est Torcy

Il s'agit de refus de tri DAE pour un tonnage de 450 tonnes dont le rayon de chalandise est supérieur à 75 km. Un ensemble de courrier a été envoyé par SUEZ RV aux exutoires les plus proches demandant les capacités disponibles de ces derniers.

L'exutoire le plus proche (ISDND de Granges) étant au maximum de ses capacités depuis plusieurs années, ceci justifie le dévoiement des déchets vers l'installation de Drambon. Par ailleurs des courriers de demande aux exutoires les plus proches et la réponse de ceux-ci sont également présentés puis transmis à la fin de la visite.

- Producteur n°4: Carrefour

Les déchets sont issus de l'installation de compactage présente sur le site du centre commercial. L'exploitant indique qu'il s'agit d'un mélange de déchets contenant des déchets valorisables dont une fraction fermentescible. Dans le cadre de la loi AGEC et notamment des obligations du producteur d'opérer un tri à la source sur certains flux de déchet (5 flux et biodéchets), l'exploitant demandera au producteur d'opérer un tri sur sa production de déchets. Il est par ailleurs à noter que la désignation du déchet et la description de son processus de production sont peu transparentes. La dénomination usuelle du déchet "déchet municipaux en mélange" associée au code déchet 20 03 01 ne rend pas compte de l'absence ou de la présence de tri des différents flux

<p>de déchet dont une fraction serait, aux dires de l'exploitant, valorisable.</p> <p>L'exploitant indique son souhait de refuser les apports de ce type de producteur si ceux-ci ne se conforment pas à la réglementation.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Producteur n° 5: refus de tri ONYX EST à Longvic <p>Il s'agit de 500 tonnes de refus de tri. A noter que cette dénomination ne permet pas d'apprécier le type de déchet en présence (industriel ou bien ménager).</p> <p>De manière générale, dans le cadre de la mise en place d'un registre national, il convient de bien préciser dans la partie "dénomination usuelle" du déchet :</p> <ul style="list-style-type: none"> • le type de déchet: ménager ou issu d'une activité économique, • la nature ultime du déchet: en ce sens les termes "DIB" ou "déchet ultime" sont caduques. L'exploitant est invité à utiliser les termes "DAE après mis en place d'un tri à la source".
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Contrôle vidéo

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 30/03/2021, article D. 541-48-1
Thème(s) : Actions nationales 2022, Contrôle vidéo des déchargements
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>II.-L'exploitant d'une installation visée à l'article D. 541-48-4 met en place un dispositif mobile ou fixe de contrôle par vidéo des déchargements de déchets non dangereux non inertes selon les modalités prévues par les articles suivants. [...].</p> <p>Le dispositif de contrôle par vidéo enregistre :</p> <ul style="list-style-type: none"> -les images des opérations de déchargement de manière à pouvoir identifier le contenu qui est déchargé ; -la plaque d'immatriculation de chaque véhicule réceptionné dans l'installation à cette fin. <p>III. [...] La présence d'un dispositif de contrôle par vidéo des déchargements fait l'objet d'une signalisation à l'entrée de l'installation et ainsi que dans les locaux filmés par l'intermédiaire de panneaux, en nombre suffisant, affichés en permanence, lisibles et compréhensibles dans les lieux concernés, qui comportent a minima :</p> <ul style="list-style-type: none"> -le pictogramme d'une caméra indiquant que le lieu est placé sous surveillance vidéo ; -la finalité du traitement installé ; -la durée de conservation des images ; -le nom ou la qualité et le numéro de téléphone du responsable de l'exploitation ; -le droit d'introduire une réclamation auprès de la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL), ainsi que -la procédure à suivre pour demander l'accès aux enregistrements visuels les concernant. <p>L'exploitant informe individuellement les salariés de l'exploitation de la présence et de la localisation du dispositif de contrôle par vidéo des déchargements des déchets.</p> <p>L'exploitant s'assure que les producteurs, détenteurs et transporteurs des déchets réceptionnés dans l'installation informent individuellement leurs salariés susceptibles d'être filmés dans la zone de contrôle par vidéo de l'installation.</p> <p>IV.-Le temps cumulé d'indisponibilité du dispositif de contrôle par vidéo est inférieur à dix jours calendaires sur une année.</p> <p>Pour les installations de stockage de déchets relevant de la rubrique 2760-2-b de la nomenclature des installations classées comportant un quai de débarquement mobile, le temps cumulé d'indisponibilité du dispositif de contrôle par vidéo est inférieur à vingt jours calendaires sur une</p>

année,

Toute indisponibilité du dispositif ne peut excéder cinq jours consécutifs.

Un journal recense les périodes d'indisponibilité et les opérations de maintenance effectuées sur le dispositif de contrôle par vidéo.

Les données sont enregistrées numériquement et doivent inclure des informations permettant de déterminer, sur tout extrait de la séquence vidéo, la date, l'heure d'enregistrement et, le cas échéant, l'emplacement de la caméra.

Les données ne comportent aucune information sonore et, si des personnes ont été filmées, leur image est anonymisée par tous moyens de nature à empêcher leur identification.

Ces données sont conservées pendant un an. Au terme de ce délai, les données sont effacées automatiquement.

V.- [...] Ont seuls accès aux données et informations mentionnées au présent article, le cas échéant en temps réel, le personnel de l'installation habilités à cet effet par l'exploitant. L'exploitant prend toutes les mesures pour réserver l'accès aux enregistrements aux seules personnes habilitées, notamment par un dispositif d'authentification de ces personnes.

Les données et informations mentionnées au présent article, le cas échéant en temps réel, peuvent être consultées par :

1° Les agents de l'Etat mentionnés à l'article L. 541-44, dans la limite de leurs attributions respectives et de leur besoin d'en connaître dans le cadre de leurs missions ;

2° [...].

Les données sont accessibles sur site. Elles sont transmises sous une forme utilisable à la demande des agents de l'Etat mentionnés au 1°.

Constats : Le jour de la visite il est constaté que le système de caméra mis en place par l'exploitant ne permet pas de contrôler les arrivages pour le mois de septembre. L'exploitant indique que, suite au passage de son prestataire au début du mois de septembre, l'enregistrement du flux vidéo a été stoppé. Cette situation aura duré jusqu'à la date de l'inspection dont l'annonce aura permis de se rendre compte de la problématique.

Par mail en date du 20/10/2022 l'exploitant indique que la problématique provient du mauvais branchement de la caméra IP avec un câble ethernet.

Cette situation rend impossible de vérifier le déchargement des producteurs pré-cités dans le présent rapport, le contrôle s'est donc cantonné à l'observation d'un flux vidéo en direct. Bien que la vidéo soit nette, il reste difficile de distinguer le contenu exact du déchargement.

D'autre part, la caméra permettant de filmer les plaques d'immatriculation des véhicules ne permet pas d'identifier ces dernières le jour de l'inspection. L'exploitant indique qu'un logiciel de reconnaissance par ordinateur sera mis en place dans les prochaines semaines. Ce dernier veillera à tenir informée l'inspection de l'avancée de son plan d'action.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet